par Christian Ntimbane Bomo

Chers compatriotes,

Le 25 novembre 2019, contre toute attente, Monsieur Maurice Kamto, le Président du parti MRC, annonçait solennellement au peuple camerounais que son parti le MRC, ne participait pas aux élections législatives et municipales prévues le 09 février 2019. Il a évoqué deux raisons essentielles : Primo : la terrible guerre meurtrière du NOSO qui empêche la participation de nos compatriotes vivant dans ces régions , aux élections. Desio : L'absence de transparence du système électoral. camerounais. Certains d'entre nous , pour des raisons surréalistes se sont livrés à un ensemble de curieuses critiques contre cette décision pourtant aux contours et consistances républicains indéniables.

Faire un quelconque reproche à ce parti d'avoir pris une telle position relève tout simplement de l'irresponsabilité citoyenne et patriotique. Tout citoyen épris de justice et d'amour pour notre pays et de ses concitoyens, ne saurait d'aucune manière contrarier cette béatifiante posture politique du MRC , qui aura eu la grandeur de mettre au-dessus de quelques promotions individuelles. de ses membres, l'intérêt de la nation.

Il nous souvient ces plaidoiries suppliantes de Monsieur le Bâtonnier SAMA francis , Avocat du

SDF , devant le Conseil constitutionnel, lors du contentieux électoral de la présidentielle du 07 octobre 2018. Il demandait la voix étreinte d'émotion aux membres de ce conseil de ne pas valider cette élection qui aura été faite en l'absence de la partie anglophone du Cameroun.

Chers compatriotes ,

Organiser une seconde élection , sans nos frères et soeurs de la partie anglophone , c'est démontrer qu'ils ne comptent pas pour nous autres francophones. Jamais des élections ne seraient organisées au Cameroun, si les régions du centre ou du littoral par exemple, étaient en guerre, alors que celles anglophones sont en paix.

Tout Camerounais qui croit en une nation camerounaise, doit refuser la légitimation de facto la secession de notre pays par l'organisation d'une seconde élection, sans la participation de nos frères et soeurs anglophones. La présidentielle en octobre 2018, s'est faite sur la base de l différents rapports gouvernementaux selon lesquels, les élections pouvaient se tenir grâce à un fort déploiement des forces de défense et de sécurité. Il a fallu voir les images des chaines de télévision qui ont couvert particulièrement ces élections dans ces zones pour se rendre à l'évidence que,le vote a été impossible dans le NOSO. Maintenant que nous avons la preuve et l'expérience du déroulement de l'élection présidentielle dans ces zones,comment pouvons-nous justifier en ce moment l'organisation des élections dans ces zones si mortifères et pavés de sang humain.

Plus de 3000 morts, c'est énorme. Personne ne veut de cette guerre, y compris nos soldats dont certains me commandent des prières pour leur protection lorsqu'ils sont envoyés au champ de bataille au NOSO. Il faut absolument un dialogue et des négociations directes avec leaders secessionistes emprisonnés. Il ne s'agit pas d'un blanc seing aux atrocités commises par les rebelles, mais d'une démarche courageuse et conséquente pour éviter l'enlisement et la perpétuation de la guerre. Partout où il y a eu des conflits, les discussions et autres négociations ont eu lieu entre forces belligérantes.

Nous ne serons pas les premiers ou les derniers à le faire. Ce genre de négociations sont faites parce que la paix n'a pas de prix. Il y eut une terrible guerre civile de secession au Nigéria voisin, la guerre du biafra. Plus d'un million de morts , des atrocités de toutes sortes et par la vertu des négociations directes entre l'Etat nigérian et les leaders secessionistes, cette guerre connut sa fin et le Nigérians retrouvèrent la paix.

Chers compatriotes Sur le deuxième point portant sur l'absecence de transparence électorale. Quel cameounais peut dire , la main sur le coeur, sans assombrir sa conscience, que les élections au Cameroun sont justes et reflètent la volonté et la liberté du peuple Camerounais, à élire ses dirigeants? Les camerounais viennent d'assister à des scènes antidémocratiques honteuses et dégradantes de l'image de note pays du fait des autorités administratives, maires,fonctionnaires, en violation flagrante du principe de neutralité de l'administration et sans aucune admonestation de leur hiérachie, employés à empêcher à de nombreux candidats de l'opposition de constituer leur dossier de candidature.

De quelle démocratie parlent certains? Nous avons un code électoral inique et plein d'entourloupes. Nous le savons tous,même si certains affirment autre chose publiquement , soit

par peur de represailles ou pour satisfaire des intérêts égoistes et nombrilistes.

Le peuple camerounais depuis son indépendance y compris,après l'instauration législative du multipartisme en 1990, n'a jamais connu une élection à l'abri de tout soupçon de fraudes..

Chers compatriotes, Cest le moment de se lever , pour dire que nous ne voulons plus des élections floues dans notre pays. Nous Camerounais , avons aussi et nos générations futures avec, avons le droit de vivre des élections démocratiques comme dans des pays, tout au moins comme le Senegal, le Benin, le Mali , le Niger, Le Burkina Faso....

L'adoption d'un code électoral juste et transparent , débattu et accepté consensuellement par nos acteurs politiques et la société civile, est le le premier acte qui marquera le nouveau départ d'un Cameroun véritablement démocratique tant rêvé. Organiser de nouvelles élections et déclarer de nouveaux députés et conseillers municipaux,issus d'un processus que tout le monde sait frauduleux et sur la base d'un code électoral contorsionné, serait une autre humiliation.

A cet effet , il y a urgence à appeler à une mobilisation générale de tous les citoyens, éveilleurs de concience publique, patriotes de l'intérieur du Cameroun et de la diaspora sans aucune considération partisane, les intellectuels , les hommes de culture, les artistes , les leaders associatifs , leurs membres et militants, aux fins de soutenir dans le débat public et courageusement, la position du MRC, visant la suspension des élections législatives et municipales du 09 février 2019, jusqu'à la résolution de la crise anglophone par des négociations directes entre gouvernements et les leaders secessionistes emprisonnés, et, la mise en place d'un système électoral transparent.

Facebook